

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe. Pour la reconstruction de la IVème Internationale.

Pour la construction

- PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES -

SAMEDI 06 JUIN 2015

N° 1134

PRIX 1€

### EDITORIAL

### Chômage, contrôle des chômeurs. Qui sont les vrais fraudeurs ?

Le nombre de chômeurs en Guadeloupe et en en Martinique est en très légère diminution ce mois ci (0,1%). Il n'empêche que le chômage dans ces îles oscille en permanence entre 20 et 25%. A l'échelle de la France, DOM compris, et toutes catégories confondues, le nombre de chômeurs est de 5 645 000. Sur un an ce nombre est en hausse de 7,1%, soit 171 100 chômeurs de plus. Non seulement les milliards d'euros versés aux patrons pour embaucher ne servent aucunement la réduction du chômage mais en plus on s'en prend aux chômeurs eux mêmes! A défaut d'inverser la courbe du chômage on inverse les responsabilités. Les vrais fraudeurs sont les patrons qui empochent l'argent public sans embaucher, ce ne sont pas les

Le gouvernement dément avoir pour objectif à travers de nouveaux contrôles du chômage de radier massivement des demandeurs d'emploi. On peut en douter. Hollande a pour objectif affiché de faire diminuer la courbe du chômage et ces contrôles visent à flatter tous ceux qui accusent les chômeurs de frauder. Toutes les études démontrent que le taux de fraude est infinitésimal parmi les demandeurs d'emploi (2% des chômeurs) et nettement plus important chez les patrons (plus de 20%). Tout comme le gouvernement Sarkozy, Hollande et Rebsamen veulent faire passer les chômeurs pour des fainéants et des fraudeurs qui profitent du système. A force d'entendre tous les médias répéter depuis une trentaine d'années, que les chômeurs ne recherchent pas de travail, certains travailleurs, à commencer par certains conseillers de Pôle emploi, finissent par croire ces inepties. Les chômeurs, de victimes de licenciements ou de recherche infructueuse pour obtenir une première expérience professionnelle, deviennent responsables et coupables de leur situation. Les gouvernements, tant de gauche que de droite, cherchent en réalité à satisfaire le patronat et à diviser les travailleurs. Le gouvernement Hollande se montre deux fois plus empressé que celui de Sarkozy pour répondre aux desideratas du MEDEF et des patrons en général. Ces contrôles seront inefficaces à double titre : ils ne permettront pas de diminuer les chiffres du chômage qui ne baisseront pas durablement par des radiations. Les entreprises continuent de licencier même quand elles engrangent des profits! Deuxièmement, ces contrôles ne constitueront pas non plus une aide à la recherche d'emploi pour les chômeurs. Pour faire passer cette mesure inadmissible, Pôle emploi prétend qu'il ne va pas radier les demandeurs d'emploi mais que le contrôle a pour but d'effectuer un accompagnement de ceux qui sont contrôlés. Vaste fumisterie car il n'y a pas assez de conseillers pour assurer un vrai accompagnement des demandeurs d'emploi.

Pour trouver un emploi aux chômeurs contrôlés, il faudrait plutôt faire pression sur les patrons pour les obliger à embaucher. Les chômeurs n'ont aucune raison de croire que Pôle emploi va effectuer cette pression. Il leur appartient de s'organiser avec les salariés qui sont en poste pour imposer des

embauches dans toutes les entreprises. Oui, la lutte collective pour imposer de réelles mesures contre le chômage est la seule solution. Cette lutte, en imposant la répartition du travail entre tous, sans diminution de salaire, en imposant la réalisation de grands travaux utiles à la population dans sa vie quotidienne, changerait nettement le cours des choses. Il ne faut attendre aucune mesure bénéfique pour les chômeurs et les travailleurs venant des gouvernements de gauche et de droite. Ces derniers sont les exécutants des volontés de la bourgeoisie. Ils ne seront sensibles qu'à la force : celle des millions de travailleurs et de chômeurs, organisés contre eux pour les faire plier et embaucher des millions d'hommes et de femmes, de jeunes, de plus vieux, en un temps

### FIFA: Corruption, malversations, blanchiment d'argent... et pire

L'affaire qui secoue la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) ces dernières semaines n'a vraiment de quoi étonner personne. En parallèle au talent des joueurs et au plaisir que leur évolution sur le terrain peut chez les provoquer spectateurs, le sport populaire qu'est le football se double d'une affaire de gros sous. Mais là, il s'agit

d'une affaire dont l'importance retient l'attention. Quatorze élus de la FIFA, actuels et anciens, dont 7 de ses dirigeants actuels ainsi que 5 de ses partenaires commerciaux sont accusés de «racket, virements frauduleux, blanchiment d'argent, évasion fiscale, échec à remplir un dossier sur ses comptes à l'étranger». Cette bonne affaire durerait ainsi depuis 25 ans, sans que personne jusqu'ici ne s'en soit inquiété. Son montant global s'élèverait à au moins 150 millions de dollars en pots de vin, rétro commissions et échange de droits TV et marketing pour des tournois internationaux.

C'est la justice américaine qui a levé le lièvre, après une enquête de plusieurs années en collaboration avec le FBI. Les 7 responsables arrêtés sont en attente d'extradition vers les USA. Le point de départ de



Sepp Blatter

Caraibes) des et déclarations fiscales de son général ancien Secrétaire Chuck Blazer. Elle a débouché sur un examen des comptes de la FIFA, et la mise à jour des ses multiples sociétés-écran, comptes cachés dans des paradis fiscaux, échanges d'enveloppes d'argent liquide, achats de propriétés...

Le président de la FIFA, le suisse Blatter, Joseph surnommé Sepp, vient d'être réélu après avoir exercé ses fonctions depuis 1998. Il se défend fermement d'avoir été au courant de ces crapuleries lucratives, en ces termes «je ne peux pas surveiller tout le monde tout le temps». Il n'est pour l'instant accusé d'aucune malversation. Il laisse entendre que la mise au jour de ces pratiques coinciderait volontairement avec l'élection, les USA l'enquête a concerné les sponsorisant son rival le prince réélection, vraisemblablement comptes de la CONCACAF Ali Bin Hussein de Jordanie, qui sous la pression du FBI (Confédération d'Amérique du s'est retiré au second tour. La américain. Nord, d'Amérique centrale et Fédération française et son

dirigeant Michel Platini demandaient aussi la démission de Blatter. Ce dernier a par contre le soutien sans faille des pays africains et asiatiques. Les intérêts qui se jouent dans ces soutiens et ces oppositions sont d'autres méandres de ce labyrinthe financier. Que Blatter n'ait pas été d'une façon ou d'une autre au courant serait

surprenant, à moins que comme ces singes asiatiques, il n'ait les mains à la fois sur les yeux, les oreilles et surtout la bouche. Mais que cela ne porte en aucune façon préjudice à sa réélection ne surprend pas non plus, car une affaire aussi lucrative que le football a forcément des retombées sur une assez large assiette de dirigeants, et pourquoi changer un chef d'équipe qui rapporte ? L'affaire de la FIFA est une petite tempête organisée par les médias, dans un monde capitaliste pourrissant dont les fondements financiers sont faits de montages encore plus complexes et opaques que ceux dont sont accusés les dirigeants de la FIFA, et cela impunément et avec le soutien

DH: Sepp Blatter a finalement démissionné 48 heures après sa

Martinique

### Les pompiers dans la rue!

Fort-de-France pour deuxième fois en quatre jours. Une de leur revendication est l'attribution d'un nouveau local pour l'entretien du parc automobile du SDIS (service départemental d'incendie et de secours). Ils dénoncent l'état d'insalubrité du local actuel, situé au bassin de Radoub, à Fort-de-France. Ceux qui y travaillent se sont Le directeur du SDIS lui-même, la CGTM-Pompiers a déclaré : février 2015 : «Le SDIS

Le 29 mai, les pompiers ont «Cela fait 10 ans que l'on réclame défilé hier dans les rues de cela sans être entendus. La la, chaleur, la poussière, le manque de sécurité : les conditions de principale travail sont intenables».

> Un de ses collègues d'ajouter : «Il nous manque encore l'outillage adéquat pour travailler. On n'a pas de bac de graisse, le compresseur fait un bruit infernal, la robinetterie n'a pas d'eau potable... ».

engagés dans un mouvement de le colonel S. Montgénie, grève le 26 mai. Un militant de déclarait à France-Antilles, en

Martinique a trente ans de retard». Ça ne l'a pas empêché de répondre à côté des revendications des grévistes.

«La seule annonce qui nous a été faite concerne un budget supplémentaire pour un atelier mobile», a indiqué responsable de la CGTM Pompiers. «Rien, en revanche, sur un nouveau local». Pas plus sur «la remise à niveau des secours en Martinique».

Le travail a repris à l'atelier le ler juin, mais il faudra que les pompiers continuent à se faire

entendre!

# Mais que fait le rectorat contre le harcèlement sexuel dans les établissements scolaires ?

Le 13 avril, les jeunes du journal contestataire Rebelle! ont publié un tract pour dénoncer le harcèlement sexuel que subissent les lycéennes du lycée agricole de Convenance, à Baie-Mahault, de la part de certains adultes exerçant dans l'établissement. Reprise par les médias locaux, l'affaire a eu un certain retentissement. Ce n'est pas la première fois que ce journal dénonce les comportements déplacés de certains des adultes chargés de l'éducation des jeunes. Il s'agit de professeurs, de surveillants, de voire de chefs d'établissement, qui abusent de leur pouvoir pour tenter d'obtenir des faveurs sexuelles des jeunes filles placées sous leur autorité. Si certains se contentent de regards insistants, d'autres ont les mains baladeuses, ou pire. Certains des harceleurs profitent de leur pour proposer position clairement des relations sexuelles aux lycéennes qui leur plaisent. Quant aux remarques déplacées sur la morphologie des jeunes filles, elles sont quotidiennes.

#### **Impunité**

Ces comportements malheureusement très répan-

pression sur leurs victimes en faisant du chantage sur les notes ou les décisions d'orientation, et en sanctionnant celles qui résistent. Lorsqu'une jeune fille demande de l'aide à un responsable, on lui fait comprendre qu'on ne peut rien y faire, et que ce n'est pas si grave, quand on ne l'accuse pas d'avoir elle-même «provoqué» son harceleur. La manière dont «l'affaire Convenance » a été traitée est révélatrice. Le proviseur du lycée a bien réagi, il a immédiatement alerté sa hiérarchie, et les autorités, qui ont fini par ouvrir une enquête presque 3 semaines après le signalement, le 2 mai. Des lycéennes, élèves d'un des professeurs mises en cause, ont été convoquées à la gendarmerie de Baie-Mahault pour être entendues. Le surlendemain, elles avaient cours avec ce même professeur, qui a pour habitude de répéter aux élèves qu'il a tout pouvoir sur leur résultat à l'examen ! Personne n'a voulu prendre la décision de suspendre l'enseignant, au moins pendant la durée de l'enquête.

#### Un signalement suffit

Le prétexte, répété en boucle, c'est l'absence de plainte déposée par les jeunes victimes ou par leurs parents. Mais quelle lycéenne oserait porter plainte dans un tel contexte? La loi prévoit justement, pour protéger les victimes, qu'un simple signalement suffit pour

permettre aux autorités d'agir. Quant au recteur, il a prétexté un emploi du temps trop chargé pour pouvoir recevoir rapidement les rédacteurs de Rebelle !. C'est dire l'importance qu'il accorde à la souffrance des jeunes filles harcelées... Au mois de mai, le journal Rebelle! a publié d'autres témoignages de jeunes filles victimes de harcèlement sexuel par des adultes, notamment au lycée Lamentin. C'est peut-être ce qui a poussé la direction du rectorat à répondre enfin aux demandes de rencontre envoyées par les jeunes de Rebelle !. Ils ont été reçus le 2 juin par la directrice de cabinet et l'adjoint du recteur. Mais cette rencontre a été bien décevante. Après prétendu qu'ils ne sont pas vraiment au courant, ils ont déclaré que ce problème du harcèlement sexuel préoccupe, pour conclure en affirmant : « les choses suivent leur cours ». Au passage, ils ont indiqué que les jeunes filles harcelées devraient s'adresser aux assistantes sociales, et non contradictoires rassées des montrent leur réticence à

affronter sérieusement

problème.

Ce Mondial a rapporté à la FIFA 5 milliards d'euros. Les entreprises impliquées se sont aussi servies largement.

La construction du stade Maracana à Rio par exemple, dont le budget prévu était de 288 millions, s'est soldée par un coût final de 430 millions, détournements de fonds.

En 2018, le Mondial aura lieu en pays dont gouvernement s'apparente à une dictature, et où l'organisation des jeux olympiques a déjà pesé très lourd sur la population.

La Coupe du Monde 2022 a été attribuée au Qatar. La place des pots de vins dans ce choix est plus que probable. Le Qatar a certes de quoi arroser largement les décideurs.

construisent les infrastructures, des ouvriers immigrés pour la plupart népalais, sont de véritables esclaves qui risquent leur vie pour un salaire misérable, dans des conditions révoltantes. Le début des opérations a déjà fait plus de 1200 morts, à cause des conditions de travail épouvan-

aux chefs d'établissement, contredisant les déclarations d'une autre responsable du rectorat dans le France Antilles du 9 mai ! La lenteur du rectorat à réagir sur cette question, les déclarations et embarresponsables,

répression, les arrestations et les charges policières.

suggérant fortement

Par contre les travailleurs qui tables, sans aucune sécurité.

Martinique

### L'embarras du Parti communiste martiniquais (PCM)

Dans le cadre de la campagne en l'élection de des représentants de la toute nouvelle Collectivité territoriale de la Martinique, la CTM, en 2015, décembre Georges Érichot, secrétaire général du PCM, a donné la position de son parti dans le journal France Antilles du 26 mai 2015.

Le journaliste chercha à mettre en évidence la contradiction entre la ligne du PCM et celle de deux de ses «alliés» au sein de la coalition GRAN SANBLE.

En effet, alors que le journaliste pointait la position inconfortable du PCM dans cette coalition, G.Erichot se justifia reconnaissant à ses composantes le label «anticolonialistes» et

«anticapitalistes».

RDM(rassemblement démocratique martiniquais) et le MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais), sont-ils des partis anticapitalistes ? Vous n'avez pas entendu Alfred Marie-Jeanne lancer un appel aux capitalistes martiniquais pour le développement de la Collectivité unique ? L'appel d'Alfred Marie-Jeanne ne vous a donc pas dérangé? » demanda le journaliste qui paraissait surpris des réponses de G. Érichot.

En fait, il y a bien longtemps que le PCM n'a de «communiste» que le nom. Il y a bien longtemps qu'il a abandonné le terrain de la communisme, pour aller sur celui du nationalisme, en reprenant des slogans et mots d'ordre appelant à la défense de «la production martiniquaise», de «l'économie martiniquaise», du «peuple martiniquais», ou encore «la responsabilité martiniquaise». Ce sont là des notions qui appellent les travailleurs à mettre côté leurs propres revendications pour faire bloc

lutte des classes, le terrain du

avec leurs exploiteurs pour le supposé développement du «pays Martinique». En définitive, à consolider le pouvoir et la place des patrons martiniquais et autres au détriment des travailleurs.

Les dirigeants du PCM, ne sont en fait que les supplétifs de Marie-Jeanne et des autres dirigeants nationalistes du GRAN

SANBLÉ.

Leur mission, dans cette coalition, est de semer les illusions parmi les travailleurs en laissant croire à ces derniers que la seule présence au sein du GRAN SANBLÉ est une garantie. Au contraire, les travailleurs doivent se détourner de la voie que proposent les dirigeants du PCM et construire un véritable parti communiste dont la mission sera la défense exclusive de leurs intérêts.

Et pas ceux de leurs exploiteurs!

Guadeloupe

### Congrès du PS local : ils sont au pouvoir mais qu'est-ce que cela change?

La Fédération guadeloupéenne du Parti socialiste a tenu son congrès samedi 30 mai au vélodrome de Gourdeliane à Baie Mahault. Il s'est tenu avant le congrès national qui aura lieu sous peu.

Mais, comme d'habitude, face au chômage endémique et aux problèmes quotidiens que connait la population, aucune politique volontariste, aucune mesure énergique n'ont été proposées. Oh il y a bien eu des résolutions comme celle sur «l'égalité réelle», slogan devenu à la mode chez les socialistes depuis quelque temps. Il s'agirait de la culture, du transport, de l'eau, des déchets, du logement.

En effet ce sont là de vraies préoccupations de population connues depuis des lustres par les socialistes mais qui n'ont toujours pas de solutions. Certains de ces problèmes empirent, comme celui de l'eau par exemple. Pourtant c'est ce parti qui est leurs intérêts personnels. aujourd'hui au pouvoir avec

Hollande. Mais aucune solution aux problèmes de la population ne viendra de lui, tout simplement parce que sa politique est de réduire les fonds destinés au règlement des problèmes quotidiens au profit des patrons des riches qui, eux, reçoivent des milliards. Et ces derniers n'embauchent pas pour autant.

Les chiffres du chômage sont éloquents : 5 645 600 chômeurs, Hexagone plus Outremer toutes catégories confondues.

Par contre, un sujet a semblé intéresser bien plus les notables du PS: la future élection du nouveau premier secrétaire, après la démission de Max Mathiasin. Les candidatures la sont nombreuses, mais cette élection interne aura lieu le 11 juin. En attendant, les tractations et marchandages iront bon train dans ce parti de notables dont le seul but est de faire carrière et de soigner

Guadeloupe

### L'envol de Mathiasin n'aura pas été bien haut

Max Mathiasin a démissionné de son poste de premier secrétaire de la Fédération guadeloupéenne du parti socialiste. Lors de sa conférence de presse pour annoncer sa décision, il a parlé de mésentente avec le patron des socialistes de Guadeloupe, Victorin Lurel, l'accusant de n'en faire qu'à sa tête et de ne pas l'avoir soutenu lors de diverses élections. Bref on en n'a pas appris plus et on ne sait toujours pas vraiment pourquoi Mathiasin a démissionné. Il est vrai que

l'ambition personnelle Mathiasin a été mise à mal. Sa progression dans l'échiquier politique des notables n'est pas concluante puisqu'il a été battu élections législatives, municipales, départementales. Il est classique en effet, dans ces cas là, de trouver un bouc émissaire, responsable l'échec. Mais il est possible que Lurel ait choisi de miser sur des seconds couteaux plus porteurs pour lui et son équipe. Ainsi va la petite vie politicienne.

qui n'ont pas subi

dus. Rares sont les jeunes filles harcèlement sexuel, sous une forme ou sous une autre, au cours de leur scolarité. Les adultes harceleurs agissent en effet en toute impunité. Ils font La FIFA, une entreprise à l'image du système

Travailleurs népalais au Quatar

FIFA, Fédération internationale de colonialisme! football, est une organisation politique et commerciale fondée en 1904. À l'origine, elle a été dirigée en alternance par représentants puissances coloniales l'époque, français et anglais. En 1934, peu avant la seconde guerre mondiale, la FIFA a attribué l'organisation de la coupe du monde de football à l'Italie, dirigée alors par Mussolini. Ce dernier n'a pas d'utiliser gratification comme un soutien au fascisme.

En 1958, en pleine guerre pour l'indépendance de l'Algérie, l'équipe nationale algérienne qui venait de se constituer a été interdite de compétition.

officiellement Encore un soutien politique au

En 1978, le Mondial s'est déroulé en Argentine, malgré le mouvement de boycott appelé par plusieurs pays. L'Argentine était alors en proie à une dictature militaire et dirigée par des généraux tortionnaires. Cette accumulation de choix orientés ne doit rien au hasard : la FIFA dès l'origine a choisi son camp, celui du colonialisme et de la dictature.

En 2014, la coupe du monde s'est déroulée au Brésil. Dès 2013, des manifestations ont éclaté et ce jusqu'à l'ouverture en 2014, pour dénoncer la corruption et les dépenses excessives liées à l'organisation, alors que dans le pays la misère des ravages. Les manifestants ont dû affronter la

### Le Medef pour la retraite à 67 ans

Nous publions ci-dessous un article du journal Lutte Ouvrière

Mercredi 27 mai s'est tenue une réunion entre les syndicats et les organisations patronales (Medef, CĞPME et UPA) pour discuter des difficultés des caisses de retraite complémentaire Agirc et Arrco. Le Medef y est venu avec des propositions provocantes, avec des mesures qui sont toutes des attaques en règle contre les futurs retraités. Ainsi le Medef demande que les retraites ne soient plus indexées sur l'inflation officielle. C'est déjà ce qui se fait depuis près de deux ans, la revalorisation ayant été inférieure d'un point à l'inflation depuis 2013. Mais il demande plus, en proposant 1,5 point de moins que l'inflation. Autre proposition : le Medef veut que les salariés ne partent à la retraite qu'à 67 ans, cinq ans de plus que les 62 ans qui sont l'âge légal actuel depuis Sarkozy, mesure sur laquelle Hollande n'est pas revenu. Des très élevées décotes s'appliqueraient pour tous ceux qui voudraient partir plus tôt, par exemple 22 % pour ceux qui demanderaient à partir comme aujourd'hui à 62 ans ! Des décotes temporaires encore plus élevées (40 % à 62 ans) seraient appliquées dans des cas particuliers, comme les carrières

longues, la pénibilité, l'amiante, les travailleurs handicapés. Autre attaque contre les salariés, la pension de réversion des veufs et des veuves ne serait plus versée qu'à partir de 60 ans au lieu de 55 ans aujourd'hui.

Avec toutes ces attaques, le Medef annonce pouvoir faire 2,3 milliards d'économies dès 2017 et 17,1 milliards d'économies en 2040 pour diminuer le déficit de l'Agirc et de l'Arrco. Les remèdes du Medef sont simples, c'est toujours aux salariés de payer. Ils travailleront plus longtemps, pour toucher encore moins de la part des caisses complémentaires. Par contre il n'est pas question d'envisager que patronat augmente ses cotisations, et encore moins qu'il embauche. Car finalement, si les caisses de retraite sont en difficulté aujourd'hui, c'est tout simplement parce que le chômage entraîne de moins en moins de cotisations. Mais le Medef n'y pense même pas. Il sait qu'il aura du côté du gouvernement une oreille complaisante et il demande qu'on fasse encore plus les poches des salariés, tout en continuant à encaisser les milliards que Hollande et Valls lui accordent sous prétexte de favoriser la compétitivité!

### Guadeloupe

### Écho de Pôle Emploi

#### **GREVE A L'APPEL DE LA POUR** SECRETAIRE DU CHSCT

Près de 25 collègues ont répondu à l'appel à la grève de la CGTG ce mardi 12 mai en dépit du fait que l'UGTG n'a pas relayé cet appel. Il existe un fort mécontentement des collègues vis-à-vis de la direction et de nos conditions de travail de plus en plus difficiles. Il ne tient qu'à nous de le faire savoir à la direction plus massivement dans les jours et semaines à venir!

#### **MOBILISATION DEVANT** TRIBUNAL **SOUTIEN A CHIPAN**

Une vingtaine de militants étaient présents au tribunal ce mardi 12 en soutien au secrétaire du CHSCT Moïse Chipan. L'affaire a été renvoyée au 26 mai pour permettre à l'avocat du CHSCT de répliquer aux conclusions de la direction. Le 26, il nous faudra de nouveau être mobilisés pour montrer aux juges notre soutien à notre collègue et faire notre

reculer la direction de Pôle emploi!

#### JACQUES-GUSTAVE **BOURREAU!**

Pour faire cesser toute tentative de soutien au secrétaire du CHSCT Chipan, le DR menace de supprimer un jour de salaire aux agents qui se sont rendus à Lomba le 30 avril. La preuve que comme tous ses semblables il n'a peur que d'une seule chose : la mobilisation consciente du plus grand nombre!

#### BASSERES EGAL A LUI-**MEME: UNE BASSESSE DE**

En réponse à la lettre ouverte de l'UGTG envoyée au DG, celui-ci affiche son mépris habituel pour les agents. Il réitère toute sa confiance au DR de Guadeloupe. Il fallait s'y attendre. Ce sont ses décisions et celles du gouvernement qui pourrissent nos conditions de travail et notre santé. Préparons la seule réponse qu'il mérite : la lutte collective.

### Écho de Jarry

EDF Jarry : les salariés ont fait leur choix, malgré les manœuvres de la direction La semaine dernière, lors des élections professionnelles, les travailleurs ont choisi à la majorité des militants combatifs

La direction n'avait pourtant pas ménagé ses efforts pour éviter ça! Si elle pouvait être aussi énergique quand il s'agit de régler les problèmes...

pour les représenter.

#### Générale des Eaux : une direction sans cerveau?

Au mois d'avril, des travailleurs ont protesté contre la réorganisation des équipes après le départ de 120 ouvriers transférés au SIAEAG.

La direction continue à faire n'importe quoi avec les nouvelles équipes. Par exemple, pour l'astreinte (les réparations d'urgences), elle a choisi des travailleurs qui ne pourront pas effectuer cette mission à cause de leurs problèmes de santé.

On se demande vraiment à quoi servent ces chefs.

#### Générale des Eaux : transferts? Ou licenciements déguisés?

En un an, la direction a transféré près de la moitié des effectifs vers la CASBT et le SIAEAG.

Son prétexte : le SIAEAG lui devait soi-disant de l'argent. En réalité, Véolia, la multinationale

qui possède la Générale des Eaux, avait décidé de supprimer 1500 postes en France.

Grâce à ces suppressions, Véolia a fait 246 millions d'euros de profits en 2014.

### Hôpitaux de Paris : Mobilisations contre le projet de Martin Hirsch

Les hôpitaux de Paris sont en effervescence. En cause : un projet de **«réorganisation** temps de travail» du directeur général Martin Hirsch.

couvert «réorganisation», ce qui est visé, c'est de faire des économies sur le dos du personnel hospitalier. L'objectif, pour hôpitaux du pays, et pas seulement sur Paris, est récupérer trois milliards d'euros en trois ans.

A Paris, ce sont surtout les RTT qui sont dans le collimateur, ces jours de repos qui compensent un temps de travail resté supérieur aux 35 heures par semaine prévus par la loi. Comme, du fait du manque d'effectifs, il est très difficile de prendre effectivement ces jours de repos, ceux-ci s'accumulent sur les comptes «épargne-temps» du personnel, οù selon représentaient, direction, 74,7 millions d'euros fin 2014. Celle-ci vise donc la réduction des plages horaires journalières qui permettrait de diminuer les RTT. Mais les travailleurs ne peuvent que craindre, avec cette réorganisation du temps de travail, une réduction des RTT qui ne font que compenser - quand on arrive à les prendre - le rythme de travail qui s'accélère. Et, en revanche, ils peuvent s'attendre à devoir dépasser les nouvelles plages horaires ou à devoir assurer les mêmes tâches en moins de temps. Alors le projet de la direction leur reste en travers de la gorge!

D'autant que Martin Hirsch n'est pas avare d'autres menaces, à peine voilées.

Inspiré par la politique générale du gouvernement qui veut qu'au cours des trois prochaines années les hôpitaux du pays suppriment 22 000 postes, il fait un chantage à l'emploi. Il prétend que les économies réalisées permettraient de sauver 4000 emplois dans les années à venir. Comme si chacun devait choisir entre sacrifier ses repos ou son emploi.

Hirsch a aussi fait calculer qu'en 2014 si la journée de la Fête des mères avait été supprimée, l'AP-HP (Assistance Publique - Hôpitaux de Paris) aurait économisé 161 postes de travail, ou que 16 postes auraient été écono-misés si deux journées de RTT étaient enlevées à ceux qui prennent des congés bonifiés pour aller en vacances dans leur famille outre-mer,

Pour protester contre le projet, les principaux syndicats de l'AP-HP ont appelé à une première journée de grève et de manifestation, jeudi 21 mai. Pour la préparer, des assemblées générales, de quelques dizaines à quelques centaines de travailleurs se sont tenues dans les hôpitaux suivants : à la Pitié-Salpétrière, à Tenon, à Trousseau, à Saint-Antoine... La revendication du retrait du

plan y a été votée car celui-ci n'est pas négociable.

La journée du 21 a été un succès, il y a eu 40 % à 60 % de grévistes, selon les endroits. Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés devant le siège de la direction générale, avenue Victoria, au centre de Paris.

Encouragés par les slogans scandés par la foule des manifestants, notamment «Ni amendable, ni négociable, retrait du plan Hirsch», des militants qui se sont succédés au micro ont insisté dans ce sens. Les responsables syndicaux continuaient en même temps leurs discussions au deuxième étage avec la direction.

L'appel à une nouvelle journée pour jeudi 28 mai ayant été lancé et acclamé lors du rassemblement devant le siège, et concrétisé le lendemain hôpitaux, certains l'intersyndicale centrale l'a repris. Et le 28 mai, ce sont encore plusieurs milliers de mani-festants qui se sont rassemblés en fin de matinée devant le siège, avant de défiler en direction du ministère de la Santé, aux cris de :

arrête ton baratin», «Martin, c'est certain, on en n'a plus besoin». Les camps sont bien délimités, la ministre de la Santé Marisol Touraine a assuré à plusieurs reprises que la direction de l'AP-HP avait sa confiance pour négocier, les travailleurs hospitaliers ont montré qu'eux, n'avaient aucune confiance, ni dans la direction, dans ses soutiens gouvernementaux.

«Martin démission !», «Martin

Le plan Hirsch n'est ni négociable, ni amendable et si la mobilisation continue et s'amplifie, les travailleurs peuvent en obtenir le retrait complet.

### Turquie : la grève a payé

Pendant 13 jours, jusqu'au 27 mai, les 5 700 ouvriers de Renault Bursa en Turquie ont fait grève et occupé leur usine pour exiger des augmentations de salaire équivalentes à celles récemment obtenues par leurs collègues turcs de l'équipementier Bosch, afin de compenser une inflation de plus de 20 % par an. Ils voulaient aussi la liberté de choisir leur syndicat. La contagion gagnait d'autres usines de la métallurgie, dont Fiat et Ford, et d'autres régions.

Même si le travail avait repris avant la Pentecôte chez les concurrents de Renault après la signature d'accords d'augmentation de salaires, la poursuite de la grève Renault était vue d'un mauvais œil par les autorités à la veille des élections législatives du 7 juin. La direction de Renault-Bursa a cédé une prime d'un mois de salaire ; une seconde prime annuelle de près d'un tiers de mois; une augmentation prochaine; aucune sanction consécutive à la grève ; les 13 jours de grève payés ; la reconnaissance officielle comme interlocuteurs des délégués choisis par les grévistes et le droit de choisir son syndicat. «Nous espérons que cet accord permettra de tourner la page d'une période qui a jeté le trouble sur tout le secteur automobile en Turquie», a déclaré le constructeur.

Trouble du côté patronal, mais côté victoire du travailleurs!

### Burundi : Nkurunziza s'accroche au pouvoir

Depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il sera candidat à un 3ème mandat et que le parlement a accepté, les manifestants opposés à sa candidature ne quittent pas les rues de Bujumbura, la capitale du Burundi. La répression a déjà fait plus d'une centaine de morts depuis la fin du mois d'avril. L'armée entrainée et conseillée par des militaires français tire à balles réelles sur les manifestants. Pour la population, le président sortant a déjà effectué deux mandats comme l'autorise la constitution, et ça suffit. Nkurunziza et sa clique au pouvoir estiment qu'il a été élu une seule fois par la population en 2010. En 2005

élu. Une façon bien originale de lire cette constitution. La révolte ne faiblit pas malgré la répression. Le Burundi, deuxième pays le plus pauvre du monde, s'enfonce dans l'instabilité. Les élections ont été reportées. Situé dans la région des Grands Lacs au centre de l'Afrique, le Burundi est un pays essentiellement agricole. Mais il a 233 kms de frontière avec la République Démocratique du Congo (RDC) et en particulier avec une région ayant un sous sol qui regorge de métaux et de pierres précieux. De plus cette partie de l'Afrique est peuplée de Tutsis et d'Hutus que Belges et Français ont dressés les uns c'était le parlement qui l'avait contre les autres pour dominer

et mieux exploiter la région. 85% des Burundais sont Hutus, les autres sont Tutsis. De 1993 à 2005 les conflits entre les deux ethnies ont fait 300 000 victimes. Les Hutus et Tutsis peuplent également les pays voisins : Rwanda et RDC. Un embrasement du Burundi est un risque de guerre dans toute la région. Mais les grandes puissances comme la France, la Belgique et les soutiennent des potentats comme Nkurunziza, attisent la rivalité entre les deux ethnies, dans l'espoir de faire main basse sur les mines de la RDC. En attendant, c'est la population pauvre du Burundi qui reçoit les balles des militaires armés par la France.

### Après 4 ans de gouvernement Martelly

Michel Martelly, l'actuel président d'Haïti, a été élu il y a 4 ans. Face à une brochette de politiciens bourgeois, détestés par la population, c'est ce chanteur populaire qui a été élu. Il semblait, pour une partie de l'électorat, se démarquer du sérail des politiciens véreux. Mais aujourd'hui, il n'y a plus aucune illusion, il apparait tel qu'il est : un politicien comme les autres, corrompu, prêt à se vendre.

IIAIII

Même s'il affirme le contraire, à l'occasion du bilan de ses 4 ans au pouvoir, ceux qui aujourd'hui profitent de son élection ne sont pas les électeurs issus de la population pauvre qui se sont mobilisés pour qu'il soit élu au second tour des élections. Les vrais bénéficiaires sont les proches du gouvernement, des de construction firmes étrangères, les anciens macoutes duvaliéristes dont il s'est entouré, et ceux qui ont financé sa campagne.

Ils sont récompensés aux dépens du Trésor public : ils bénéficient tous d'un remboursement en nature via des contrats juteux, des postes ou des positions où ils peuvent faire main basse sur l'argent public en toute légalité.

L'argent public est gaspillé dans des voyages, achats de voitures luxueuses pour les ministres, les directeurs et les proches de la famille présidentielle. Pour les classes laborieuses il n'y a rien, sinon qu'elles sont saignées par des taxes supplémentaires de toutes sortes. Il n'empêche que pour le bilan de ces 4 années au pouvoir, le président se vante de certaines réalisations : construction de quelques places publiques, quelques tronçons de

routes, quelques écoles gratuites, logements sociaux, programmes sanitaires et humanitaires, etc.

Mais son programme d'école gratuite par exemple n'est qu'une vaste mascarade ; les écoles sont des coquilles vides. La grève persiste dans les établissements scolaires parce que les professeurs ne sont pas rémunérés. A grand renfort de publicité, le gouvernement parle d'éducation d'un million d'enfants alors que le taux de délinquance juvénile augmente de jour en jour.

Tous les services publics sont délabrés, les employés ne sont pas payés. De nombreuses grèves éclatent pour des revendications salariales. Le pouvoir d'achat de la population diminue. On assiste à une aggravation de la misère dans la capitale et dans les villes de province.

Michel Martelly de surcroît n'a pas abandonné ses travers de délinquant à son accession au pouvoir. Pendant les 4 ans, il s'est entouré de dealers de drogue, de bandits de grand chemin et de criminels notoires qui sont à l'origine de scandales périodiques qui éclaboussent son gouvernement. Des chefs de gang ont été libérés et l'on sait que ce sont des proches de la femme du président. Certains ont été arrêtés et mis en prison pour kidnapping, deal de drogue, blanchiment d'argent,

Son étoile en baisse, Martelly essaie de redorer son blason en organisant des carnavals (2 par an). Il a nommé, pour tromper les masses, un nouveau premier ministre : Evans Paul, un ancien populiste, ex maoïste, proche

de l'ancien président Aristide, qui tente de bluffer l'opinion publique sur sa volonté de réduire les dépenses publiques et de montrer du coup qu'il n'est pas un pantin absolu. Mais ce dernier s'avère être prêt comme les autres à se mettre au service du plus offrant.

C'est dans ce contexte que les élections législatives sont annoncées. Alors que l'on ne sait pas encore si elles auront vraiment lieu, les candidats sont déjà tout excités : 200 partis politiques se sont inscrits auprès du Conseil Électoral Provisoire.

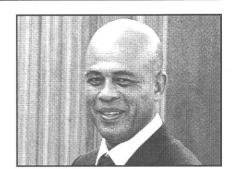
Rien que pour les législatives, 2029 candidats, soit 262 au Sénat et 1767 à la députation souhaitent se lancer dans la course pour trouver une place parmi les 20 sénateurs et 119 députés qui devront être élus entre le premier et le second tour

La majorité de ces partis politiques est sous la coupe du gouvernement Martelly et de l'ex président René Préval. Dans les quartiers populaires, l'annonce de ces élections n'a fait qu'augmenter l'insécurité car elle a réactivé les gangs dormants. En effet c'est une tradition que les candidats se servent de leurs nervis pour la course à l'élection. De l'argent est distribué, créant des conflits entre gangs. Ces derniers s'arment de nouveau et leurs membres jouent les gros bras dans les quartiers populaires au détriment des habitants. On compte des morts et des blessés par dizaines. A Cité Soleil par exemple, il y a toujours des affrontements opposant des gangs rivaux, ce qui est monnaie courante dans le plus grand bidonville de Portau-Prince où les habitants se considèrent comme des cadavres ambulants.

Le directeur général de la Police nationale d'Haïti a évoqué l'insuffisance d'effectifs pour justifier l'impuissance des policiers à contrer les bandits. Pourtant ils sont très efficaces dans la répression des manifestations ouvrières et de l'opposition au gouvernement.

Dans les quartiers, aucune disposition n'a été prise pour améliorer la situation des classes laborieuses. population pauvre dépourvue d'électricité, d'eau potable, de logements. Cinq ans après le séisme un pourcentage important de gens vit encore sous les tentes. Aucun programme d'assainissement n'existe. A la moindre averse, aussi faible qu'elle soit, les maisons sont inondées et des objets sont emportés. Le choléra continue ses ravages mais on n'en parle plus!

Cette situation de misère pousse la population pauvre, les travailleurs, vers d'autres pays voisins. Les boat people n'existent pas seulement en Méditerranée, la mer des Antilles aussi regorge de travailleurs en détresse sur des embarcations de fortune. Cette immigration se fait plus Saintspécialement vers Domingue, plus facile d'accès, attirant les travailleurs en quête d'un mieux être. Mais à Saint-Domingue, avec la crise, la chasse aux Haïtiens qui souvent concluait par reconduites massives à la frontière, s'est transformée en véritable campagne raciste, chasse à l'homme et exécutions



Martelly

sommaires. En février dernier l'actualité faisait la une avec un Haïtien exposé, pendu sur une place publique. Tout le pays était choqué du sort réservé aux Haïtiens dans le pays voisin, mais une réaction gouvernementale n'est venue que lorsqu'on brula à Saint-Domingue un drapeau haïtien ; alors là, nationalistes, membres du gouvernement et même certains patrons de la zone industrielle ont organisé une marche en brandissant le drapeau haïtien, pour exprimer leur mécontentement.

Mais ces patrons ainsi que le gouvernement qui brandissaient le drapeau haïtien et qui se disaient prêt à mourir pour le pays, pour leur drapeau, croyaient faire oublier qu'ils sont les principaux responsables de cette situation. Ce sont eux, qui, à travers les mauvaises conditions de travail, le taux de chômage qu'ils imposent et les salaires de misère, poussent les travailleurs haïtiens hors du pays en quête de mieux être, de moyens de subvenir à leurs besoins.

#### **CUBA**

## Cuba : les États-Unis amorcent un changement de tactique



Fidel Castro

Le 29 mai, les États-Unis ont annoncé officiellement qu'ils retiraient Cuba de la liste des «États soutenant le terrorisme». Cette décision prend effet immédiatement, et s'inscrit dans le cadre du rapprochement entre les USA et La Havane, amorcé depuis plusieurs mois. Elle devrait logiquement évoluer vers une levée de l'embargo imposé à Cuba depuis 1961 par les États-Unis. Mais cette levée de l'embargo ne dépend pas uniquement du gouvernement Obama, elle doit être ratifiée par le Congrès américain, à majorité républicaine. Le processus risque donc de durer encore quelque temps.

Ce retrait de la liste des «États terroristes» permettra néanmoins à Cuba d'accéder à des financements d'organismes internationaux ainsi qu'au système bancaire américain, et à l'ouverture d'une ambassade aux États-Unis.

L'embargo américain avait pour

but d'isoler Cuba et de créer des conditions pouvant entraîner la chute du régime castriste. Des pressions diplomatiques, puis une tentative de renversement du régime cubain en 1961 par un millier d'anticastristes financés par la CIA qui débarquèrent à la Baie des Cochons, ont abouti

à un échec. La population cubaine s'est alors mobilisée pour soutenir le régime.

Bien que Castro et les siens ne se soient nullement revendiqués du communisme lors de leur prise de pouvoir, ils ont été considérés comme tels par les gouvernements américains qui se sont succédés. Et la mise en place de l'embargo a conduit le régime castriste à se rapprocher de l'URSS et du bloc soviétique en général, qui est devenu son partenaire économique presque exclusif, jusqu'à la dislocation de l'URSS à partir de 1990. Cuba a alors subi une grave récession économique, les nouveaux russes dirigeants s'étant désintéressés de son sort.

Une dizaine d'années plus tard, l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) créée par Chavez a permis à Cuba de souffler un peu en fournissant du pétrole à bon marché contre des services, notamment en matière

de santé. Mais le Venezuela est désormais lui-même en proie à des difficultés économiques.

Avec le retrait de Fidel Castro, malade, depuis 2006, et son remplacement par son frère Raul, on observe accélération du changement de politique du régime cubain. Celui-ci, qui à ses débuts a permis sinon un grand développement économique, impossible dans un pays isolé, mais d'importantes avancées sociales en particulier sur le plan de l'éducation et de la santé, favorise désormais de plus en plus «l'initiative privée», et surtout diminue les aides Celles-ci, bien sociales. qu'insuffisantes, permettaient néanmoins à la population pauvre d'avoir un minimum. Aujourd'hui on assiste à un développement du tourisme, à l'implantation de certaines entreprises extérieures, et surtout à une économie à deux vitesses : les pauvres utilisant la monnaie cubaine, le peso, et d'autres plus favorisés faisant leurs transactions en dollars. Il est clair que le changement de

Il est clair que le changement de relations entre les USA et Cuba montre que les États-Unis reconnaissent l'échec de leur politique d'embargo vis-à-vis d'un peuple qu'ils n'ont pas réussi à faire plier par la force. Mais il est également certain que

leur but n'a pas changé :

reprendre pied à Cuba pour y asseoir à nouveau leur domination. Les capitaux et produits américains pénètrent de plus en plus le marché cubain, et n'attendent qu'une normalisation des relations pour y accéder plus largement.

Cette évolution est sans doute appelée de ses vœux par une nouvelle bourgeoisie et petite-bourgeoisie cubaines, ainsi que par un certain nombre d'émigrés cubains dont la mentalité évolue. Mais ce n'est pas forcément une bonne chose pour les travailleurs cubains, pour qui une plus grande pénétration des capitaux étrangers se traduirait par une exploitation plus brutale et une misère plus grande, à l'exemple de ce qui se passe en Chine ou au Vietnam.

Ce qui pourrait réellement permettre à la classe ouvrière cubaine de défendre ses intérêts propres et à terme de changer son sort serait rapprochement avec travailleurs américains en vue d'un combat révolutionnaire de classe contre leurs oppresseurs bourgeoisie communs, la américaine.

C'est aussi dans cette voie là que réside dans l'avenir la véritable émancipation des travailleurs de la Caraïbe

### **ABONNEMENT**

12 MOIS : SOUS PLI FERME 33 € SOUS PLI OUVERT 25 €

Je désire	m'abonner	au joi	urnal
COMBAT	OUVRIER	pour	une
période de		mois.	

NOM:....

Prénoms : .....

1	
Adresse:	
Auresse	
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	

Ci-joint par chèque la somme de Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAÏS - Combat Ouvrier. 1111 Rés Matéliane, l'aiguille,

> 97128 Goyave - Guadeloupe. Antilles françaises

#### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication P. ANAIS Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER M. Philippe Anaïs. 1111 Rés Matéliane, l'aiguille, 97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE Louis MAUGÉE B.P. 821 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION Imp. ERAPRESS Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier http://www.combat-ouvrier.net

Pour nous écrire sur internet rédaction@combat-ouvrier.net